



Comité National des Travailleurs Privés d'Emploi et Précaires

le 28/03/2020

COMMUNIQUÉ

SCANDALE À PÔLE-EMPLOI : COVID-19, LE BUSINESS DE L'ACTUALISATION

Le CNTPEP CGT s'est procuré un document confidentiel issu du principal sous-traitant de Pôle-Emploi prouvant qu'il construit un business autour de l'actualisation maintenue des chômeurs à Pôle-Emploi en pleine crise du Covid 19. En effet, le directeur de Tessi (principal sous-traitant de Pôle-Emploi) à Lyon, invite les salariés à se positionner « sur une prestation de call ».

Cette prestation en question consiste à réaliser :



L'accompagnement des demandeurs d'emploi dans leur différentes démarches effectuée auprès du N° Pôle emploi dédié aux demandeurs d'emploi le 3949 :

- Inscription

- Actualisation

- Utilisation de leur espace personnel, récupération de mot de passe, transfert aux bons services.

Cela fait maintenant longtemps que le Comité National CGT des Travailleurs Privés d'Emploi et Précaires mène la bataille, aux côtés de nos camarades de Pôle-Emploi, contre la sous-traitance de ses missions de service public et de tous ceux qui veulent faire du chômage un business !

Cette nouvelle délégation est tout simplement scandaleuse : ce sont des travailleurs non formés, « Formation courte (max 1 journée) », qui devront accompagner les privés d'emploi dans leur actualisation. Dans le mail qui leur est adressé la direction leur joint simplement deux vidéos tutoriels du site Pôle-Emploi.fr sur l'actualisation et l'inscription.

Pire, on apprend dans le document que « les CRC [Centre de Relation Client] de Metz et Lyon gèrent cette activité depuis plus de 4 ans ».

Enfin, nous avertissons immédiatement les travailleurs inscrits à Pôle Emploi que cette manoeuvre va permettre l'utilisation des données personnelles par une entité privée totalement coupée des missions de service public.

Nous porterons ce scandale lors du prochain Comité National de Liaison auprès de la Direction générale de Pôle-Emploi qui ne recule devant rien pour maintenir « coûte que coûte » comme dirait Macron, l'actualisation numérique. Non seulement il ne doit y avoir que des agents formés du service public pour nous accompagner mais plus que jamais nous exigeons le versement automatique des allocations !

Nous invitons les travailleurs privés d'emploi et précaires à s'associer à cette revendication en signant la pétition : « Covid 19 : pas de chômeurs et de précaires sans protection » sur change.org.